

La N-VA obtiendra-t-elle le portefeuille de l'Enseignement ? Jan Jambon (N-VA) ne cache pas qu'il reste encore quelques obstacles à surmonter.

# Flandre : la société civile mise sous pression par la N-VA

■ La N-VA veut réduire les budgets des associations. Le CD&V sortira-t-il du bois pour défendre ses bastions ?

Le monde associatif flamand est en colère car son influence pourrait diminuer. Les nombreux réseaux y représentant la société civile redoutent d'être mis hors jeu par les négociateurs lors de la formation du gouvernement flamand. Dans une lettre ouverte publiée jeudi par *De Morgen*, 78 organisations dénoncent le projet du futur gouvernement flamand qui consiste à réduire substantiellement leurs budgets. Certains y voient clairement la griffe de la N-VA qui souhaite juguler l'influence du monde associatif.

La N-VA, on le sait, n'apprécie que très peu les divers mouvements sociaux et organismes de concertation que compte la Flandre. Régulièrement, elle dénonce le "clientélisme" de certaines organisations – les distinguant d'autres initiatives dans le domaine de la vie associative qui demeure vivace en Flandre.

Bart Verhaeghe, le responsable du réseau "De Verenigde Verenigingen" (DVV), une coupole fédérant de nombreuses associations dans différents domaines et l'un des signataires de la lettre ouverte, s'inquiète de cette mise sous pression de la société civile flamande. Nombre d'entre elles

sont nées à l'ombre du clocher du village à l'initiative d'une poignée de bénévoles donnant vie à un patchwork d'associations et de réseaux à travers toute la Flandre. "Peu de régions peuvent s'enorgueillir de disposer d'une telle alliance d'organisations performantes et uniques en leur genre", souligne M. Verhaeghe qui poursuit: "Aujourd'hui on se mobilise davantage pour des actions ponctuelles, comme le climat, les migrants ou le bien-être animal. Mais ce n'est pas en réduisant les budgets des organisations classiques qu'on rendra l'action citoyenne plus efficace."

On imagine cependant que le CD&V, partenaire avec la N-VA et l'Open VLD pour la formation du gouvernement flamand, tentera de protéger ses alliés naturels (syndicat, mutuelle...) en exigeant, à tout le moins, le maintien de la concertation prévue entre les autorités flamandes et le réseau DVV tous les 6 mois.

Le pouvoir de la rue Guimard

Alors que la société civile est mise sous pression par la N-VA, on songe inévitablement à la coupole de la rue Guimard abritant le siège de "Katholiek Onderwijs Vlaanderen". En Flandre, ce n'est un secret pour personne que le parti nationaliste, qui

revendique le portefeuille de l'Enseignement, souhaite recadrer le puissant réseau catholique en réduisant son pouvoir d'influence. On connaît du reste les divergences de vues qu'il y a entre Bart De Wever et Lieven Boeve, le patron de l'enseignement catholique flamand: elles sont multiples autant que leurs relations sont compliquées.

Le CD&V ne transigera pas sur la question de la participation citoyenne qui, depuis longtemps, fait partie de son ADN.

De son côté, Groen dénonçait, jeudi, "une participation citoyenne qui s'érode de plus en plus". Les verts flamands s'inquiètent du fait que "les organisations luttant pour l'égalité des chances pourraient ne plus être reconnues par les autorités flamandes". Le SP.A pourrait, lui aussi, passer à l'offensive pour défendre l'action citoyenne.

Un tendance mondiale

Civicus, l'organisation qui a pour mission de renforcer l'action citoyenne à travers le monde, estime que celle-ci voit aussi son influence diminuer dans de nombreux pays. "Tirer à boulets rouges sur la société civile est une façon comme une autre pour le pouvoir central de détourner l'attention de leur propre échec", affirme dans *MO magazine*, Lysa John, la secrétaire-générale de Civicus.

Jacques Hermans